Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-472** **21/06/2018**

Date de mise en application : 21/06/2018
Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 21/06/2018
Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 4

Objet : Appel à candidatures : 1 poste d'administrateur (f/h) à la DRAAF Normandie - SG - Délégation aux systèmes d'information ; 1 poste de chef (h/f) du bureau BISPE à la DGAl ; 1 poste de conseiller (h/f) en Turquie et 1 poste de conseiller (h/f) au Maroc - DGPE - SEI

DRAAF Normandie – Secrétariat général – délégation aux systèmes d'information :

- 1 poste d'administrateur (H/F) en système d'information et de communication réseaux (cat A) à Caen (14).
Poste n°72379 – Poste vacant.

Date limite de candidature : 30 juin 2018.

DGAL – Service des actions sanitaires en production animale – SDSPA – BISPE :

- 1 poste de chef(fe) de bureau (cat A) à Paris (75).
Poste n°72437 – Poste susceptible d'être vacant

Date limite de candidature : 20 juillet 2018.

MAA - DGPE – Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller (h/f) pour les affaires agricoles en Turquie à compétence régionale - Catégorie A/A+ – à Ankara (Turquie) - prise de poste souhaitée pour le 01/10/2018.

Date limite de candidature : 20 juillet 2018.

MAA - DGPE – Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller (h/f) pour les affaires agricoles au Maroc à compétence régionale - Catégorie A/A+ - à Rabat (Maroc) – prise de poste souhaitée pour le 01/09/2018.

Date limite de candidature : 6 juillet 2018.

La sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Noémie LE QUELLENEC

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Normandie

6, boulevard Général Vanier – 14070 CAEN Cedex 5

Secrétariat général

Délégation aux systèmes d'information

Administrateur(trice) en systèmes d'information et de communication et réseaux

N° du poste : 72 379 **Catégorie : A**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Groupe RIFSEEP : G4**	
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	La DRAAF est chargée de la mise en œuvre des politiques de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt dans la région Normandie. La DRAAF de Normandie est un service d'environ 200 agents relevant des programmes 215 et 206 du ministère chargé de l'agriculture. Le secrétariat général assure l'organisation et le suivi de la vie interne des agents de la DRAAF tant dans ses dimensions financières et matérielles que sociales.	
Objectifs du poste	Au sein du secrétariat général, contribuer à la gestion des systèmes d'information de la DRAAF, apporter une expertise technique, participer à la conduite des projets informatiques nationaux et locaux et assurer l'assistance aux utilisateurs. La résidence administrative se situe à Caen, mais la DRAAF est scindée sur 3 sites (Caen, Gonfreville-l'Orcher et Rouen).	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	• Administration des systèmes et réseaux du site de Caen. • Conduite de projets informatiques nationaux et locaux. • Assistance aux utilisateurs. • Participer à la mise en œuvre et au suivi technique des systèmes spécifiques au site de Caen (contrôle d'accès, téléphonie, SSI).	
Champ relationnel du poste	• Dépendances fonctionnelles : Secrétaire Général. • Relations fonctionnelles internes : Tous les agents de la DRAAF. • Contacts réguliers avec les entreprises titulaires des contrats de maintenance sur les systèmes de la DRAAF (matériels et logiciels). • Contacts ponctuels avec les entreprises titulaires des marchés de fourniture de services, matériels et logiciels.	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Principe des réseaux et exploitation d'un réseau local. Installation et administration de serveurs Linux et MS Windows. Installation et maintenance d'un poste de travail. Pratique des logiciels bureautiques du SILL. Droit de l'informatique et des données.	Capacité à travailler en équipe Capacité à animer et à communiquer Qualités relationnelles et sens de la négociation Disponibilité Sens de l'organisation, autonomie et rigueur
Personnes à contacter	M. Rémi LAFOREST – Secrétaire Général Tél : 02 31 24 99 41 – Mél : remi.laforest@agriculture.gouv.fr M. Jean-François DAT – Responsable de la DSI Tél : 02 31 24 99 53 – Mél : jean-francois.dat@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction Générale de l'Alimentation (DGAL)
Service des actions sanitaires en production primaire *(SASPP)*
Sou-direction de la santé et de la protection animales (SDSPA)
Bureau des Intrants et de la santé publique en élevage (BISPE)
251, rue de Vaugirard – 75732 PARIS Cedex 15

Chef de Bureau

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 72437
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Classement parcours professionnel postes catégorie A : 3</td><td>Groupe RIFSEEP pour Attaché d'administration (sans objet)
Cotation IPF pour I.P.E.F. : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le bureau des intrants et de la santé publique en élevage contribue à l'élaboration des textes européens et nationaux et à leur application dans les domaines suivants : pharmacie vétérinaire et en particulier la mise en œuvre du plan Ecoantibio, alimentation animale, sous-produits animaux, résidus physico-chimiques dans les produits d'origine animale et dans les aliments pour animaux (PSPC), activités professionnelles vétérinaires et mise en œuvre du Paquet Hygiène en production primaire (en particulier les visites sanitaires obligatoires en élevage et la Feuille de route pour le maintien d'un maillage vétérinaire en production animale et en territoires ruraux).
Le bureau assure le secrétariat du comité national de la santé publique vétérinaire</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer l'activité d'animation, d'encadrement et d'organisation des différentes missions du bureau, à caractère administratif et technique, et conduire à bien les chantiers structurants du bureau.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Encadrement d'une équipe de 9 agents : 1 secrétaire, 5 chargés d'études, 3 référents nationaux.
Initier/participer à l'élaboration de textes réglementaires (nationaux, européens) et infra réglementaires et suivre leur mise en application.
Participation à de nombreuses réunions officielles, nationales et internationales.
Animation de réseaux d'acteurs publiques et privés dans le domaine de la santé publique vétérinaire et de l'agro-écologie
Piloter et animer le plan Ecoantibio et la Feuille de route pour le maintien d'un maillage vétérinaire en production animale et en territoires ruraux.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Bureaux du ministère (DGAL, DGER, DGPE, SAJ), autres ministères (Environnement, Santé, Finances) organisations professionnelles (vétérinaires, éleveurs, secteurs de l'alimentation animale, pharmacie vétérinaire et sous-produits animaux), laboratoires, ANSES, instances européennes et internationales (OIE, OMS, FAO, Codex).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Intérêts pour les questions scientifiques, réglementaires et internationales.
Diplôme de docteur vétérinaire souhaité.
Compétences dans les domaines techniques du bureau. Maîtrise de la bureautique.
Pratique de l'anglais</td><td>Capacités de coordination,
Capacités d'analyse, de dialogue et de synthèse,
Aptitudes au travail en équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Laurent LARIVIERE, Sous-directeur – 01 49 55 84 83
laurent.lariviere@agriculture.gouv.fr
Myriam CARPENTIER, Adjointe au sous-directeur – 01 49 55 84 80
myriam.carpentier@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en Turquie à compétence régionale
(Turquie, Azerbaidjan, Turkménistan)

Prise de poste souhaitée pour le 01/10/2018
Niveau parcours professionnel: supérieur à 3

NATURE DE L'ACTIVITE :
Sous l'autorité du Chef du Service économique régional d'Ankara auprès de l'Ambassadeur de France en Turquie, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le conseiller pour les affaires agricoles en Turquie aura pour missions, dans sa zone de compétence :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, *etc.*) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, *etc.*) ;
- de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires...) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et ADEPTA, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE ou du MAA ;
- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;

- de contribuer à l'élaboration et à l'actualisation de la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Jean-Baptiste FAURE – Adjoint à la sous-directrice international –
01 49 55 53 41 – jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à **Aliocha NGUYEN**, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr
Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles au Maroc à compétence régionale
(Maroc et Tunisie)

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2018
Niveau parcours professionnel: supérieur à 3

NATURE DE L'ACTIVITE :
Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Rabat auprès de l'Ambassadeur de France au Maroc, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le conseiller pour les affaires agricoles au Maroc aura pour missions :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, *etc*.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays de sa zone de compétence en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, *etc*.) ;
- de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et ADEPTA, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et du MAA ;
- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;

- de contribuer à l'élaboration et à l'actualisation de la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Jean-Baptiste FAURE – **Adjoint à la sous-directrice international** –
01 49 55 53 41 – jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Aliocha NGUYEN – **Chargé de mission réseau international** – Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire – aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

La cloture des candidatures interviendra 15 jours après la publication au BO-agri.